



Résumé des actualités en RGPD (1^{er} semestre 2022)

Date	Thème	Portée
07/02	Cookies	Le Conseil d'État confirme que le système du guichet unique prévu par le RGPD n'est pas applicable aux traitements de données soumis à la directive e-Privacy.
08/02	Violation de données	L'Autorité de protection des données grecque a lourdement sanctionné une entreprise dans le secteur des télécommunications. Il lui était reproché plusieurs manquements graves à la réglementation relative à la protection des données personnelles.
08/02	Critères de certification	Le Comité européen de la protection des données (CEPD) a rendu son avis sur le schéma de certification de traitements de données à caractère personnel GDPR-CARPA qui lui a été soumis par l'autorité luxembourgeoise (la Commission nationale pour la protection des données, ou CNPD). C'est la première fois que le CEPD se prononce sur les critères de certification au niveau national, en application de l'article 64, § 1, c) du RGPD.
09/02	Protection des données	Le secteur du e-commerce est reparti en hausse en 2021. Sécurité des transactions, made in France, droits humains... Avec la crise sanitaire, les consommateurs ont changé leurs habitudes et attendent plus d'engagements de la part des commerçants.
10/02	Transfert de données	La CNIL estime que le transfert de données personnelles vers les États-Unis via l'outil Google Analytics ne respecte pas le règlement européen.
14/02	La clarification du rôle de DPO et RSSI	Si le Data Protection Officer (DPO) a pour mission de protéger les données personnelles, le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) doit protéger le système d'information. Ensemble, ces deux organes sont chargés de la sécurisation des données au sein de leur organisme. En ce sens, leurs actions doivent être coordonnées.
14/02	Droit d'accès aux données personnelles	Le Comité européen de la protection des données (CEPD) clarifie le contenu du droit d'accès et les modalités de son exercice.
15/02	Contrôle de la CNIL pour 2022	La CNIL vient de fixer ses priorités de contrôles pour 2022. Cette année, en complément des contrôles faisant suite à des plaintes ou en lien avec l'actualité : prospection commerciale, outils de surveillance dans le cadre du télétravail, services de cloud.



18/02	Contrôle de la CNIL pour les années à venir	<p>Le 17 février 2022, la CNIL a publié son nouveau plan stratégique 2022-2024. Il est établi autour des trois axes prioritaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser la maîtrise et le respect des droits des personnes sur le terrain, - promouvoir le RGPD comme atout de confiance pour les organismes. - prioriser des actions de régulation ciblées sur des sujets à fort enjeu pour la vie privée.
21/02	Publication de deux nouveaux référentiels	<p>⇒ Publication de deux nouveaux référentiels par la CNIL en matière de gestion des activités commerciales et de gestion des impayés dans une transaction commerciale :</p> <p>A la suite de consultations publiques, la CNIL a adopté, en février 2022, deux référentiels sans valeur contraignante qui doivent être considérés comme des outils d'accompagnement des responsables du traitement.</p>
01/03	Condamnation pour manque de coopération	<p>Le comportement de la société « consistant à ne pas fournir les explications nécessaires au traitement du dossier constitue une violation de l'obligation d'accès à l'information de l'autorité de contrôle. Une telle action entrave non seulement un examen approfondi de l'affaire, mais entraîne également une prolongation excessive et injustifiée de la procédure ».</p> <p>L'Autorité a donc décidé de sanctionner la société à hauteur de 4 000 €. Elle rappelle par ailleurs dans sa décision que cette sanction est « un signal pour les autres entités quant à l'importance de la coopération ».</p>
07/03	Cyberscore et audit de sécurité pour les plateformes en ligne	<p>A compter du 1er octobre 2023, les plateformes numériques devront réaliser un audit de cybersécurité, présenté au consommateur de façon lisible, claire et compréhensible, accompagné d'un cyberscore.</p> <p>Création d'un nouvel article L111-7-3 du code de la consommation qui impose aux opérateurs de plateforme en ligne la réalisation d'un audit de cybersécurité portant sur la sécurisation et la localisation des données qu'ils hébergent, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, et sur leur propre sécurisation.</p>
14/03	Transfert de données hors UE	<p>L'ANSSI met à jour son référentiel « SecNumCloud ». But : permet de fournir des garanties plus fortes en matière de protection vis-à-vis des législations non européennes à portée extraterritoriale.</p>
21/03	Cyberattaque	<p>Dans son dernier rapport publié le 9 mars, l'ANSSI dresse le panorama des cybermenaces identifiées en 2021. Les entreprises doivent se préparer : des cyberattaques devraient massivement survenir lors des futurs événements organisés en France.</p>
31/03	Récolte abusive de données personnelles	<p>Il était reproché à la société de demander aux personnes qui souhaitaient avoir accès à leurs données personnelles ou qui en demandaient la suppression de télécharger ou d'envoyer une copie de leur pièce d'identité au préalable.</p>



11/04	Conservation des données de connexion	La criminalité, même particulièrement grave, ne peut être assimilée à une menace pour la sécurité nationale, seul motif pouvant justifier une mesure de conservation généralisée et indifférenciée des données relatives au trafic et des données de localisation.
14/04	Traitement de données personnelles	Le fait pour une juridiction de mettre à la disposition temporaire de journalistes des pièces issues d'une procédure juridictionnelle, contenant des données à caractère personnel, afin de leur permettre de mieux rendre compte du déroulement de cette procédure relève de l'exercice, par cette juridiction, de sa « fonction juridictionnelle ».
19/04	Transfert de données	CEPD « premier pas positif ». Le 7 avril dernier, le CEPD s'est exprimé concernant le nouveau cadre transatlantique de confidentialité des données présenté par la Commission européenne et les USA.
27/04	Identification électronique	Un décret du 26 avril 2022 autorise la création d'un moyen d'identification électronique dénommé « Service de garantie de l'identité numérique » (SGIN). Cette solution, qui s'appuie sur la carte nationale d'identité électronique, remplace l'application Alicem.
28/04	Atteinte à la protection des données à caractère personnel	Les associations de défense des intérêts des consommateurs peuvent agir en justice contre l'auteur présumé d'une atteinte à la protection des données à caractère personnel.
05/05	Data act	Le 5 mai dernier, le Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) et le Comité européen de la protection des données (EDPB) ont publié un avis conjoint sur la proposition de loi sur les données (le Data Act), dévoilé en mars par la Commission européenne (v. notre article).
16/05	Cybersécurité	Le 13 mai dernier, le Conseil de l'UE indiquait être parvenu à un accord avec le Parlement européen sur la refonte de la directive sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information (directive dite NIS, transposée en France en 2018, qui prendra l'acronyme de NIS 2).
17/05	Calcul des amendes administratives pour non-respect du RGPD	Le CEPD vient de publier ses nouvelles lignes directrices sur le calcul des amendes administratives dans le cadre du RGPD, afin d'harmoniser la méthodologie utilisée par les autorités nationales contrôle.

Une question sur le RGPD ? Contactez-nous !

Téléphone
01.84.79.20.00

Prenez RDV
gratuitement ICI